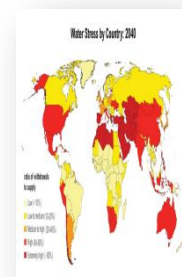


SOMMAIRE

1. FOCUS DU MOIS

Ce rapport, publié par le World Resources Institute, alerte sur des menaces de pénuries d'eau et de stress hydrique à l'horizon 2040.



3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte sur l'économie mauve.



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en septembre 2015 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIETE

- Education Under Fire
- Perspectives des migrations internationales 2015

SCIENCES & TECHNIQUES

- Cyber Security at Civil Nuclear Facilities: Understanding the Risks

ECONOMIE

- The Inclusive Growth and Development Report 2015

ENVIRONNEMENT

- Evaluation des ressources forestières mondiales 2015

POLITIQUE

- SIPRI yearbook 2015. Armaments, disarmament and international Security

◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► Ranking the World's Most Water-Stressed Countries in 2040

Tags : Environnement | Eau | Prospective | 2040 | Agriculture | Stress hydrique | Moyen-Orient | États-Unis | Chine | Inde | Changement climatique | Crise de l'eau |

Le rythme effréné de la croissance démographique et de l'urbanisation accentuent les tensions sur les ressources hydriques. Ce rapport révèle que plusieurs régions du monde devraient faire face au stress hydrique, d'autant plus qu'un pays sur 5 devrait être confrontés à de sérieuses pénuries d'eau.

La région du Moyen-Orient serait la plus vulnérable aux futures pénuries d'eau. D'ailleurs, 14 des 33 Etats identifiés comme les plus vulnérables au stress hydrique d'ici 2040 se trouvent dans cette région, notamment le Bahreïn qui occupe le premier rang, suivi du Koweït, la Palestine, le Qatar, les Émirats Arabes Unis, Israël, l'Arabie Saoudite, le Sultanat d'Oman, et le Liban.

World Resources Institute, 2015

Water Stress by Country: 2040

RANK	NAME	ALL SECTORS	RANK	NAME	ALL SECTORS
1	Bahrain	5.00	18	Azerbaijan	4.69
1	Kuwait	5.00	19	Morocco	4.68
1	Qatar	5.00	20	Kazakhstan	4.66
1	San Marino	5.00	21	Iraq	4.66
1	Singapore	5.00	22	Armenia	4.60
1	United Arab Emirates	5.00	23	Pakistan	4.48
1	Palestine	5.00	24	Chile	4.45
8	Israel	5.00	25	Syria	4.44
9	Saudi Arabia	4.99	26	Turkmenistan	4.30
10	Oman	4.97	27	Turkey	4.27
11	Lebanon	4.97	28	Greece	4.23
12	Kyrgyzstan	4.93	29	Uzbekistan	4.19
13	Iran	4.91	30	Algeria	4.17
14	Jordan	4.86	31	Afghanistan	4.12
15	Libya	4.77	32	Spain	4.07
16	Yemen	4.74	33	Tunisia	4.06
17	Macedonia	4.70			

<http://ow.ly/RiWop>

 WORLD RESOURCES INSTITUTE

Les puissances économiques notamment les États-Unis, la Chine ainsi que l'Inde devraient connaître des pénuries chroniques d'eau. Certaines zones telles le sud-ouest des États-Unis et la province chinoise devraient enregistrer une aggravation considérable de leur manque d'eau de l'ordre de 40 à 70% d'ici 2040. L'Australie, l'Indonésie, les Philippines, la Mongolie, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Botswana, le Chili et certains pays du Maghreb risquent aussi de manquer sévèrement d'eau à l'horizon 2040.

Le rapport révèle que les risques liés aux pénuries d'eau pourraient accentuer les tensions et les conflits dans les régions menacés par le stress hydrique.

Le rapport souligne l'impact négatif du changement climatique sur les réserves en eau et le volume d'eau de pluie exploité par l'agriculture, estimé entre 70 à 90% dans la plupart des régions.

Le rapport précise que la crise de l'eau affecterait les pays de manière différenciée et engendrait de ce fait des réponses adaptées aux spécificités de chaque pays.

Source: World Resources Institute, 2015

<http://www.wri.org/blog/2015/08/ranking-world%E2%80%99s-most-water-stressed-countries-2040>

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIÉTÉ

► Perspectives des migrations internationales 2015

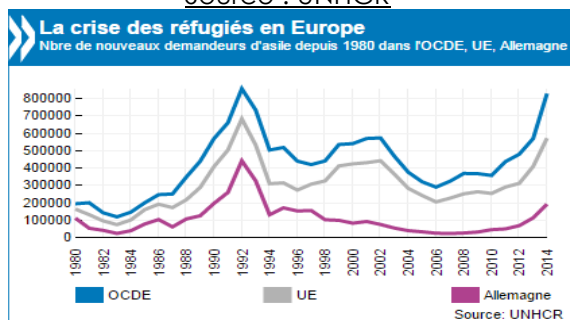
Tags : Société | Migration internationale | Perspective | Crise des réfugiés | Demande d'asile | Intégration | OCDE | Europe | Migrants humanitaires | Emploi | Cohésion sociale | Economie |

Dans ce rapport, l'OCDE dresse les grandes tendances des migrations et souligne l'ampleur de la crise migratoire des réfugiés de 2015. Elle plaide pour une action internationale concertée afin de répondre aux multiples besoins des migrants notamment la demande d'asile et, à plus long terme, leur intégration.

Le rapport précise que le nombre de migrants ayant traversé illégalement les frontières à la fin du mois d'août 2015 a connu une hausse graduelle, soit plus de 500 000 personnes par rapport à l'année 2014 (280 000 enregistrées).

L'Europe devrait se préparer à accueillir plus d'un million de demandes d'asile pour l'année 2015 dont 450.000 personnes pourraient bénéficier d'un statut de migrants humanitaires et d'une installation en Europe.

Source : UNHCR



La crise des réfugiés représente un coût humain significatif. Les pays devraient concevoir des mesures adaptées permettant une répartition équitable des réfugiés en Europe tout en favorisant des conditions de vie digne à ces personnes, notamment en matière de logement, nourriture, santé, emploi, etc.

Le rapport souligne que l'intégration des réfugiés dans les pays de l'OCDE constitue un enjeu majeur qui nécessite la prise en considération de certains critères, notamment le pays d'origine, le niveau scolaire de départ et la situation familiale des réfugiés afin de développer et d'approprier les outils et les programmes d'intégration. La réussite de l'intégration des réfugiés pourrait constituer un facteur de cohésion sociale et pourrait contribuer inéluctablement sur l'économie de par la hausse des rentrées fiscales des États.

Le rapport précise que même si les migrations humanitaires se sont considérablement accrues ces dernières années, l'immigration en Europe et dans l'OCDE emprunte encore en grande partie des voies légales en dehors du système d'asile. En outre, la libre circulation des migrants au sein de l'Union Européenne est marquée par une augmentation remarquable.

Malgré l'intensification de la migration, le rapport relève que la situation des immigrés en matière d'emploi est favorable. Entre 2011 et 2014, le taux d'emploi des

immigrés dans l'OCDE a connu une augmentation de 1.3%.

Le rapport met en évidence, également, la mobilité internationale des personnels de santé dans la zone OCDE. Cette tendance traduit l'accroissement général de l'immigration qui a contribué de façon directe à la croissance de l'effectif des médecins et des infirmiers immigrés, soit environ 60% durant la dernière décennie.

Enfin, le rapport recommande aux États européens de prendre les mesures adéquates pour relever les défis de la crise des réfugiés, tant sur le plan économique, social que politique.

Source: OCDE, 2015

http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/migr_out/look-2015-sum-fr.pdf

► Education Under Fire

Tags : Conflit | Moyen-Orient | Afrique du Nord | Syrie | Réfugiés | Migration | Turquie | Scolarisation | Education | No Lost Generation |

Selon ce rapport, l'amplification des conflits et des tensions politiques dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord entravent la scolarisation de plus de 13 millions d'enfants.

Le rapport souligne l'impact significatif de la violence sur l'éducation dans 9 pays affectés par les conflits armés. Dans ce contexte d'insécurité politique, l'absentéisme scolaire prend une grande ampleur à cause notamment des attaques visant les infrastructures scolaires,

particulièrement en Syrie, en Iraq, au Yémen et en Lybie où environ 9 000 écoles ont été attaquées ou détruites et servent aujourd'hui pour abriter les réfugiés ou sont sous le contrôle des parties aux conflits. De plus, le chemin de l'école constitue dans ces circonstances un réel danger.

Avec l'afflux de migrants et de réfugiés notamment en Jordanie, au Liban et en Turquie, la crise de l'éducation prend de l'ampleur et ce sont plus de 700 000 enfants syriens privés d'une éducation de base car les établissements scolaires connaissent une surcharge suffocante en nombre d'élèves et ne peuvent pas ainsi gérer l'effectif croissant d'écoliers.

Le rapport met en évidence l'Initiative de l'UNICEF « No Lost Generation » lancée en 2013 qui vise d'empêcher la perte de cette génération d'enfants syriens affectés par le conflit, tout en encourageant davantage la mobilisation de la communauté internationale en faveur de l'accès à l'éducation en toute sécurité et à la protection des enfants touchés par la crise.

Enfin, le rapport préconise des actions concrètes afin de gérer la situation et appelle les parties prenantes à faire de l'éducation une des priorités de l'aide humanitaire, notamment à travers :

- le renforcement des services éducatifs informels pour les enfants des régions en conflit;
- le soutien des systèmes éducatifs nationaux dans les

pays affectées par le conflit et aux communautés d'accueil;

- la reconnaissance et la certification de l'enseignement non formel dans les pays touchés par la crise syrienne.

Source : UNICEF, 2015

http://www.unicef.org/mena/Education_Under_Fire.pdf

◆ SCIENCES & TECHNIQUES

► Cyber Security at Civil Nuclear Facilities:

Understanding the Risks

Tags: Centrales nucléaires | Cybersécurité | Cybercriminalité | Numérisation | Crime organisé | Groupes terroristes | Formation | Iran | Stuxnet | Coopération internationale |

Les centrales nucléaires représentent une des infrastructures cibles des cyber-attaques. Ce rapport souligne que le risque d'une cyber-attaque sur les installations nucléaires s'accroît davantage d'autant plus que le manque de préparation des opérateurs afin d'affronter cette menace aggrave la situation. Le rapport s'est basé sur une enquête qui a porté sur 7 pays exploitant des réacteurs nucléaires, notamment les Etats-Unis, le Canada, la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et l'Ukraine.

Etant une cible particulièrement vulnérable aux cyberattaques, l'industrie nucléaire enregistre un retard en matière de prévention du risque technologique. De plus, plusieurs facteurs favorisent la prolifération des cybermenaces notamment :

- la numérisation croissante des systèmes d'exploitation des centrales offrant ainsi une atmosphère propice à l'émergence de 4 types d'acteurs malveillants ayant de nouvelles cibles, dont les « hacktivistes » antinucléaires, le crime organisé – qui peut monnayer son intrusion dans le système d'une centrale –, des Etats et services secrets, ou des groupes terroristes ;
- L'insuffisance du financement de la prévention contre les cybermenaces ;
- Le facteur humain pèse lourd en la matière de par le manque de formation, d'anticipation et de culture de cybersécurité ;
- L'usage des logiciels de série peu coûteux et plus vulnérables au piratage.

Le rapport cite à titre d'illustration la cyber-attaque *Stuxnet* qui a ciblé le programme nucléaire de l'Iran en 2010 et qui a perturbé amplement son fonctionnement. Selon le rapport, cet incident de grande ampleur est devenu une référence dans l'univers de cybercriminalité permettant aux cybercriminels d'incorporer certaines de ses fonctionnalités à leurs logiciels malveillants.

Pour conclure, les centrales nucléaires devraient placer la cybersécurité au cœur de leurs

priorités afin d'affronter les tentatives de cyberattaques et coordonner des réponses opportunes. Le rapport préconise la consolidation des efforts notamment par le renforcement de la coopération internationale en matière de cybersécurité.

Source: Chatham House, 2015

https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/field/field_document/20151005CyberSecurityNuclearBaylonBrunfLivingstone.pdf

◆◆◆ ECONOMIE

► The Inclusive Growth and Development Report 2015

Tags : Economie | Inégalités | Croissance économique | Inclusion sociale | Emploi | Transferts fiscaux |

Dans un contexte international marqué par la montée des inquiétudes qu'inspirent l'accroissement des inégalités des revenus et ses répercussions socioéconomiques négatives, ce rapport présente un nouveau cadre permettant l'évaluation des efforts fournis par les Etats pour développer une croissance économique inclusive.

Le rapport met en relief plus de 140 indicateurs quantitatifs classés dans 7 piliers et 15 sous-piliers permettant l'évaluation des performances économiques de 112 économies. Il s'agit de :

- **« Pilier 1 : Education et développement des compétences** (accès - qualité - équité) ;
- **Pilier 2 : Emploi et rémunération du travail** (emploi productif -

rémunération du travail salarial et non salarial) ;

- **Pilier 3 : Développement des actifs et entrepreneuriat** (propriété de petites entreprises - accès à la propriété immobilière (habitation) et propriété sur des actifs financiers) ;
- **Pilier 4 : Intermédiation financière des investissements dans l'économie réelle** (inclusion du système financier - intermédiation des investissements commerciaux) ;
- **Pilier 5 : Corruption et rentes** (éthique commerciale et politique - concentration des rentes) ;
- **Pilier 6 : Services de base et infrastructures** (infrastructures de base et numériques - Services et infrastructures sanitaires) ;
- **Pilier 7 : Transferts fiscaux** (réglementation fiscale - protection sociale) ».¹

Le rapport établit un classement des pays qui sont répartis en 4 groupes de revenus, notamment **les pays avancés, les pays à revenus élevés-moyens, les pays à revenus faibles-moyens et les pays à revenus faibles.**

¹ The Inclusive Growth and Development Report 2015/World Economic Forum

L'analyse des performances économiques des pays recèle quelques enseignements :

- Les pays qui occupent les premiers rangs de *l'Indice mondial de la compétitivité du Forum économique mondial* sont marquées, d'une part, par une forte progression de leur niveau de vie, et d'autre part, par l'augmentation de leur PIB ;
- les transferts fiscaux s'avèrent bénéfiques aux pays et contribuent à l'accroissement de la compétitivité, surtout s'ils sont couplés à d'autres politiques favorisant la réduction de la pression fiscale.
- La promotion concrète de l'inclusion sociale n'est pas uniquement l'apanage des pays revenus élevés. Les pays en développement enregistrent également des résultats positifs dans plusieurs sous-piliers, notamment en matière de la qualité et de l'équité du système éducatif ainsi qu'en matière d'inclusion du système financier.

Enfin, le rapport souligne que les Etats devraient accorder une attention particulière à la réduction des inégalités de revenus. Ils pourraient se baser sur des mécanismes institutionnels et des options politiques favorisant une croissance socialement inclusive

susceptibles de renforcer davantage les incitations au travail, à l'épargne et à l'investissement.

Source: World Economic Forum, 2015

http://www3.weforum.org/docs/WEF_Forum_IncGrwth.pdf

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► Evaluation des ressources forestières mondiales 2015

Tag: Ressources forestières | Déforestation | Dégradation | Afrique du Sud | Emploi | Tropiques | Afrique | Amérique du Sud | Diversité biologique | Changement climatique |

Ce rapport présente les principales conclusions de la FAO sur l'évaluation des ressources forestières mondiales.

L'état des lieux réalisé par la FAO révèle des résultats positifs par rapport au rythme de déforestation net mondial qui a connu une baisse remarquable de plus de 50% au cours des 25 dernières années, malgré la diminution continue de la superficie forestière à cause de l'accroissement démographique et l'intensification de la demande en nourriture et en terre.

Le rapport souligne que la période allant de 1990 à 2015 a été marquée par une perte nette de forêts, soit un total de 129 millions d'hectares équivalente à la superficie de l'Afrique du Sud. En effet, la superficie forestière mondiale a passé de 4,128 milliards en 1990 à 3,999 milliards d'hectares en 2015. Les forêts naturelles représentent aujourd'hui 93% de la superficie des forêts mondiales et les forêts plantées représentent 7%.

Le rapport souligne l'importance de la préservation du secteur forestier qui contribue à la croissance du PIB mondial, soit annuellement 600 milliards de dollars, et participe à la création de l'emploi de plus de 50 millions de personnes.

Le rapport souligne que les tropiques, particulièrement en Afrique et en Amérique du Sud, ont enregistré les plus grandes pertes entre 2010 et 2015 avec 2,8 millions et 2 millions d'hectares respectivement, bien que les taux dans ces régions aient considérablement baissés depuis 5 ans.

Par ailleurs, le rapport indique que la superficie de forêts plantée a connu une élévation importante, soit 110 millions d'hectares depuis 1990, et représente aujourd'hui 7% de la superficie globale des forêts au niveau mondial. Malgré les efforts déployés en matière de conservation des forêts, les menaces de perte de la diversité biologique persistent et sont susceptibles de s'accroître à cause de la déforestation et la dégradation des forêts, le changement climatique qui représentent autant de facteurs ayant des retombées négatives.

Enfin, le rapport met en relief la gestion durable des forêts qui a beaucoup progressé au cours des 25 dernières années, notamment grâce aux diverses mesures entreprises par les différents pays, notamment à travers :

- la détermination du processus de

planification le plus adéquat ;

- la valorisation et le partage des savoirs ;
- et la mise en œuvre des législations forestières et des politiques adaptés au contexte.

De plus, le rapport préconise l'accroissement des investissements dans le secteur forestier comme étant un facteur incontournable du développement durable.

Source: FAO, 2015

<http://www.fao.org/3/a-i4793f.pdf>

◆◆◆ POLITIQUE

► SIPRI yearbook 2015. Armaments, disarmament and international Security

Tags: Politique | SIPRI | Géopolitique | Tendances | Sécurité internationale | Armement | Désarmement | Forces nucléaires | Opérations de paix |

Ce rapport présente les tendances et les évolutions marquantes dans les domaines de l'armement, du désarmement et de la sécurité internationale.

La première tendance est liée à la poursuite de la réduction et de la modernisation des forces nucléaires à l'échelle internationale dans les 9 États dotés d'armes nucléaires, à savoir les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France, la Chine, l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord. D'ailleurs, la poursuite des États-Unis et de la Russie de la diminution de leurs arsenaux a donné lieu à une baisse du taux total d'ogives nucléaires dans le monde. Cependant, ces deux puissances nucléaires

développent des programmes importants et coûteux à long terme et tendent à perfectionner les systèmes existants.

La deuxième tendance soulignée dans le rapport porte sur l'augmentation des opérations de paix, instrument de gestion de crise, dans le monde et la diminution du personnel déployé. En effet, l'année 2014 a enregistré 62 opérations de paix, 3 de plus par rapport à 2013. L'effectif du personnel déployé dans toutes les opérations de paix a baissé de 20 %, portant l'effectif global à 162 052. Selon le rapport, l'Afrique est la région du monde qui enregistre et le plus grand nombre de ces opérations et le plus de personnel déployé.

Selon le classement établi par le SIPRI en termes des principaux importateurs d'armes lourdes sur la période 2010-2014, l'Inde occupe la première place (15%), suivie de l'Arabie Saoudite (5%) et la Chine (5%). Les Etats-Unis occupent la tête du classement dans les exportations des armes lourdes (31%), viennent ensuite la Russie (27%), la Chine (5%) et l'Allemagne (5%).

Le rapport souligne que la réduction des menaces d'ordre sécuritaire résultant de l'exploitation des armes chimiques et biologiques dans les zones de conflit présente un enjeu majeur pour la communauté internationale

y compris les effets de l'épidémie d'Ebola.

Source: Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), 2015

http://www.grip.org/sites/grip.org/files/LIVRES_DU_GRIP/EBOLASIPRI_2015/YB%2015%20FR%20Summary.pdf

Economie mauve


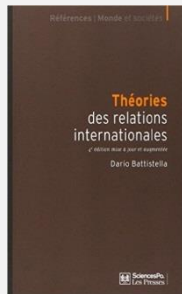
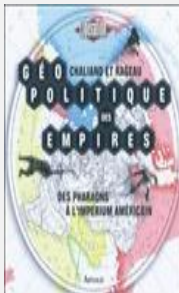
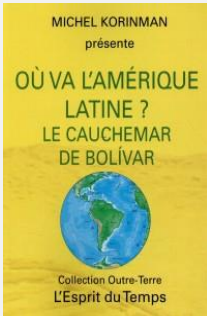

Le concept de l'économie mauve est axé sur la prise en considération de la dimension culturelle en économie. Son but est de développer l'économie à partir des potentialités que recèle la culture et de l'adapter à la diversité humaine dans le système mondialisé.

Selon l'inventeur du concept Jérôme Gouadain, secrétaire général de l'association Diversum du Forum International de l'économie mauve, le concept

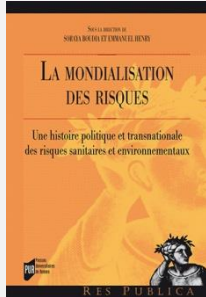
«renvoie à l'amélioration de l'environnement culturel et ne se réduit pas à l'économie de la culture. Il a par définition un caractère transversal et peut être une des réponses à la crise, sur le plan du sens et sur celui de l'opportunité». Ce nouveau modèle dont pourraient tirer profit les entreprises afin d'apporter une forte valeur ajoutée à leurs produits, soit en les adaptant à la diversité culturelle, soit en les enrichissant avec une composante culturelle.

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>Christian Grataloup (2015), Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde</p> 	<p>Dimitri Delionanes (2015), Athènes : histoire d'une révolution annoncée. L'itinéraire géopolitique d'Alexis Tsipras</p> 	<p>Dario Battistella (2015), Théories des relations internationales</p> 
<p>Gérard Chaliand, Jean-Pierre Rageau(2015), Géopolitique des empires</p> 	<p>Michel Korinman (2015), Où va l'Amérique Latine ? Le cauchemar de Bolivar</p> 	<p>Collectif (2014), Arctique. Climat et enjeux stratégiques</p> 

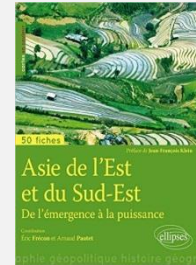
Soraya Boudia & Emmanuel Henry (2015), La mondialisation des risques. Une histoire politique et transnationale des risques sanitaires et environnementaux



Pascal Boniface & Hubert Vedrine (2015), Atlas du monde global. 100 cartes pour comprendre un monde chaotique



Eric Frécon et Arnaud Pautet (2015), Asie de l'Est et du Sud-Est. De l'émergence à la puissance



Nacima Baron et Barbara Loyer (2015), L'Espagne en crise(s)



Ugo BARDI (2015), Le Grand Pillage. Comment nous épuisons les ressources de la planète



François Gemenne, Géopolitique du climat. Négociations, stratégies, impacts



INDEX DES TAGS

2040 2

A

Afrique 8
Afrique du Nord 4
Afrique du Sud 8
Agriculture 2
Amérique du Sud 8
Armement 10

C

Centrales nucléaires 5
Changement climatique 8
Cohésion sociale 3
Conflit 4
Coopération internationale 5
Crime organisé 5
Crise des réfugiés 3
Croissance économique 6
Cybercriminalité 5
Cybersécurité 5

D

Déforestation 8
Dégradation 8
Demande d'asile 3
Désarmement 10
Diversité biologique 8

E

Eau 2
Economie 3, 6
Education 4
Emploi 3, 6, 8
Environnement 2
Europe 3

F

FAO 4
Forces nucléaires 10
Formation 5

G

Géopolitique 10
Groupes terroristes 5

I

Inclusion sociale 6
Inégalités 6
Intégration 3
Iran 5

M

Migrants humanitaires 3
Migration 4
Migration internationale 3
Moyen-Orient 4

N

No Lost Generation 4
Numérisation 5

O

OCDE 3
Opérations de paix 10

P

Pays à revenus élevés-moyens 6
Pays à revenus faibles 6
Pays à revenus faibles-moyens 6
Pays avancés 6
Perspective 3
Politique 10
Prospective 2

R

Réfugiés 4
Ressources forestières 8

S

Scolarisation 4

Sécurité internationale	10
SIPRI	10
Société	3
Stuxnet	5
Syrie	4

T

Tendances	10
Transferts fiscaux	6
Tropiques	8
Turquie	4